

L'INDE AUJOURD'HUI

Avec la fin de la Guerre froide et la croissance économique rapide de l'Inde, ce pays s'intègre de plus en plus au grand courant politique mondial. Cela a changé et continuera de changer l'Inde autant que cela modifiera la nature des politiques et du commerce internationaux. Le Canada est bien placé pour profiter de ces changements, qui nous permettront de tirer des avantages au niveau de notre sécurité, de notre prospérité et de l'expression des valeurs qui nous sont propres.

En 1991, l'effondrement de l'Union soviétique est venu s'ajouter à la hausse des prix du pétrole pour créer une crise monétaire en Inde, ce qui a forcé le pays à réformer la façon dont il administrait son économie. À ce moment, l'économie de l'Inde était largement contrôlée par le gouvernement central, des règlements prévoyant même le nombre d'articles qu'une entreprise particulière pouvait fabriquer. Ce « permis Raj » réprimait l'esprit d'entreprise et la croissance et encouragerait la corruption. Les réformes ont éliminé une bonne partie des règlements et entraîné une baisse des droits de douane ainsi que la promotion de l'investissement étranger. Après le choc initial, les réformes et la croissance plus élevée qu'elles ont engendrée (entre 6 et 7 p. 100 au cours des quatre dernières années) se sont révélées populaires et se poursuivent actuellement.

En dépit de ces réformes, il existe encore de nombreuses barrières, tant spécifiques que systémiques, à l'accès aux marchés indiens. De façon générale, il n'y a pas suffisamment de prévisibilité et de transparence dans la prise des décisions et le choix des soumissions, et l'on continue d'appliquer des restrictions très étendues à l'importation des biens de consommation. Un accord signé récemment entre le Canada et l'Inde prévoit l'élimination progressive de ces restrictions d'ici 2003. Il existe aussi des barrières à l'investissement canadien dans des secteurs particuliers comme la production de l'électricité, les télécommunications, les services financiers et l'assurance. Néanmoins, l'évolution se poursuit sur tous ces fronts et l'intérêt des Canadiens pour l'investissement en Inde demeure élevé.

En termes nominaux, l'économie indienne dépasse un peu celle de la Belgique. Toutefois, contrairement à ce pays, l'Inde est en croissance rapide (la taille de son économie pourrait doubler au cours des dix prochaines années) et le fait que son point de départ soit très bas veut dire que chaque augmentation marginale du revenu par habitant entraînera un accroissement considérable de la demande de biens d'équipement et de consommation. De plus, la taille importante de l'Inde augmente l'effet que le changement économique aura sur les positions économique et politique relatives de l'Inde dans le monde. En fait, ces changements ont déjà une incidence sur les relations que l'Inde entretient avec d'autres pays du monde.

Le Canada et L'Inde

Pour un Canada de plus en plus axé sur les exportations, la promesse qu'offre l'Inde est particulièrement attrayante. Il existe aussi des affinités entre le besoin de l'économie indienne d'améliorer la capacité de son infrastructure et les points forts spéciaux de sociétés canadiennes. L'utilisation commune de la langue anglaise ainsi que des systèmes juridique et administratif semblables donnent aux Canadiens un avantage sur le marché indien. Près de 2 p. 100 des Canadiens sont maintenant d'origine indienne, renforçant les liens humains entre le Canada et l'Inde et donnant au Canada une entrée en Inde dont ne jouissent pas la majorité de nos concurrents. Il reste toutefois beaucoup à faire pour convaincre les sociétés canadiennes de tirer profit des débouchés qu'offre l'Inde.

Politiquement, il existe maintenant un certain nombre de domaines pour lesquels le Canada et l'Inde partagent le même point de vue. L'accroissement du commerce est le domaine d'entente le plus évident, mais nous sommes aussi d'accord sur l'importance de la sécurité régionale en Asie, de la réforme des Nations unies et de la lutte contre le terrorisme international. De plus, l'Inde et le Canada partagent des valeurs semblables en ce qui a trait à la démocratie, aux droits humains et au bon gouvernement (mais pas encore sur la manière de les faire valoir à

l'étranger). L'étroite collaboration politique entre le Canada et l'Inde n'est pas sans précédent : au cours des années 1950, le Canada était le deuxième partenaire commercial de l'Inde en importance et il a collaboré avec ce pays à la création du Commonwealth moderne et d'une quantité d'autres institutions internationales.

APERÇU DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE

La position économique de l'Inde

L'Étude économique de 1996-1997 réalisée par le ministère des Finances a présenté une image mitigée de l'économie. Du côté positif, l'Étude fait ressortir un scénario de croissance soutenu : le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) à 6,8 p. 100; la production nationale soutenue de biens d'équipement; les réserves accrues de devises; des entrées de capitaux étrangers plus élevées menant à une position de la balance des paiements plus favorable; un déficit des transactions courantes moins élevé; une inflation contrôlable et des taux d'intérêts plus faibles. L'Étude a aussi permis de constater le succès du gouvernement indien en ce qui a trait à la réduction du déficit financier. Toutefois, ces tendances sont aussi accompagnées de lacunes : la croissance de la production industrielle a faibli, particulièrement dans des secteurs clés de l'infrastructure (électricité; pétrole brut); la croissance des importations et des exportations a ralenti brusquement et les marchés financiers ne fonctionnent pas encore aux niveaux que l'on prévoyait.

Bien que le rendement global de l'économie soit semblable à celui de l'année dernière, certains indices laissent supposer que la libéralisation économique va s'accélérer. L'adoption du budget de l'Union, de la politique de crédit et de la politique commerciale qui, tous, favorisent beaucoup la réforme, ont été bien reçus et devraient accélérer la croissance si on les met pleinement en oeuvre. La concentration sur la réduction de l'importance des subventions, sur la simplification des procédures d'approbation des investissements étrangers, sur l'accélération du désinvestissement et sur les mesures visant à favoriser les réformes du secteur financier devrait aussi mener à une croissance durable plus élevée. Toutefois, comme c'est le cas pour toutes les déclarations et les intentions en matière de politique, le facteur critique sera, bien

entendu, la mise en oeuvre. Le principal défi pour le gouvernement est de décider comment stimuler suffisamment la croissance économique afin d'éliminer la pauvreté. On a accordé la priorité aux programmes d'atténuation de la pauvreté, mais la mise en oeuvre de ces programmes ne se fait pas aussi efficacement qu'il le faudrait.

En 1996-1997, la croissance économique s'est poursuivie à un rythme élevé. Toutefois, il y a eu un changement dans la composition de la croissance, la croissance industrielle ralentissant (taux estimé de 8,7 p. 100) et celle de l'agriculture connaissant une forte reprise (taux estimé de 3,7 p. 100). Dans le secteur des services, la croissance se poursuit toujours (taux estimé de 7,4 p. 100). Selon l'Étude, le ralentissement de la production industrielle est attribuable au faible rendement des secteurs d'infrastructure, particulièrement l'électricité et le pétrole brut. Ce ralentissement fait ressortir certains problèmes structurels graves :

1. il existe encore de graves goulots d'étranglement au niveau de l'infrastructure et, en fait, la situation a empiré, ce qui entraîne de graves pénuries d'énergie et des engorgements croissants;
2. les taux d'intérêt réel élevés continuent d'exercer un effet de dissuasion sur l'investissement;
3. l'absence d'un cadre de politique toujours transparent et durable engendre une incertitude permanente parmi les investisseurs.

On a aussi observé un ralentissement spectaculaire de la croissance des exportations (6,4 p. 100 en dollars, par rapport à 20,8 p. 100) et des importations (4,4 p. 100, par rapport à 28 p. 100) au cours de la dernière année. Dans le cas des exportations, la croissance a diminué brusquement pour tous les groupes de marchandises, comparativement à l'année dernière. Les contraintes imposées par l'infrastructure, le ralentissement de la croissance du commerce mondial, des effets de prix liés à une roupie forte, le coût du crédit et des faits nouveaux propres à certains secteurs (par exemple les fermetures d'usine et le non-renouvellement de certains contrats importants) ont eu une incidence négative. Pour les importations, les biens d'équipement, les matières intermédiaires et les

